

## COORDINATION NATIONALE POUR LE CHANGEMENT ET LA DÉMOCRATIE

## Marche le samedi 26 février

**La dynamique est sauve, même si certains ont œuvré dur pour la saborder. La Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) a renouvelé, hier, à l'issue de sa réunion tenue à la Maison des syndicats à Alger, son appel à une marche pacifique nationale le samedi 26 février, et tous les samedis, de la place des Martyrs vers la place du 1<sup>er</sup>-Mai.**

**Farid S. - Alger (Le Soir)** - La décision de marcher de nouveau à Alger a été des plus laborieuses. Il aura fallu plus de six heures de débats sans interruption pour que la perspective soit retenue par la majorité des membres de la Coordination présents à la réunion.

M<sup>e</sup> Ali Yahia Abdenour, à qui a été fait honneur de rendre compte des décisions prises avant la presse, a affirmé que «la Coordination nationale pour le changement et la démocratie a décidé d'appeler à une marche pour le samedi 26 février prochain», précisant que l'itinéraire a été inversé par rapport aux deux précédentes marches. La marche s'ébranlera, cette fois-ci, de la place des Martyrs vers la place du 1<sup>er</sup>-Mai.

M<sup>e</sup> Ali Yahia Abdenour a informé également que la marche sera renouvelée tous les samedis jusqu'à ce que le changement pour la démocratie ait lieu. Il a souligné aussi que la Coordination appelle à l'organisa-

tion des marches et des protestations dans les wilayas.

M<sup>e</sup> Ali Yahia Abdenour a également fait remarquer que certains membres de la Coordination ont refusé de souscrire à l'action du samedi. Il s'agit de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (Laddh), du Snapap, du Satéf, du CNES-Oran, du CLA et de SOS disparus. Commentant cette réticence, M<sup>e</sup> Ali Yahia Abdenour a indiqué que «la démocratie aurait voulu que la minorité s'incline devant la majorité. Et la majorité a décidé de marcher samedi et tous les samedis».

Ali Yahia Abdenour, président d'honneur de la Laddh, a décidé, lui, de marcher. Il faut dire que les membres de la Coordination qui ont choisi de ronger leur frein et de ne pas battre le pavé samedi ont pris le temps de se concerter et de préparer une feuille de route qu'ils ont d'ailleurs tenté vainement d'imposer à la Coordination.

Se considérant comme dépositaires de la Coordination, ils ont tenté d'agir d'autorité l'idée de scinder la Coordination en deux pôles qu'ils ont désignés par commissions. L'une devant regrouper les «organisations de la société civile» et l'autre «les partis politiques».

La proposition a été formulée d'emblée. Mais la Coordination, souveraine dans ses décisions, l'a rejetée, voyant en elle un travail de fractionnement qui ne dit pas son nom. Les partisans de



La marche sera renouvelée tous les samedis.

cette dichotomie entre le «civil» et le «politique» sont ceux qui ont décidé de manière unilatérale de ne pas se réunir au lendemain de la marche du 19 février dernier. En fait, ils se sont donné le temps de se concerter et de se mettre d'accord sur une proposition de rectification de trajectoire.

S'étant retrouvés en minorité au sein de la Coordination, ils ont décidé de constituer une entité à part qui voudrait s'investir dans la revendication socioprofessionnelle.

Il faut dire aussi que le reste des membres de la Coordination, qui n'ont pas été associés aux réunions lors desquelles a été réfléchi cette idée de scinder la Coordination en deux pôles, n'ont pas manqué de s'interroger sur le report de la réunion d'évaluation de la marche du 19 février à ce mardi.

Une évaluation qui, il faut le rappeler, se faisait habituellement le lendemain de la marche. Ils ont dit ne pas comprendre que la Coordination soit restée silen-

cieuse face à la répression et les brutalités policières dont ont fait l'objet les marcheurs. Disant cela, ils avaient assis parmi eux le député RCD Tahar Besbes, minerve autour du cou, une jambe dans le plâtre et se soutenant sur des béquilles pour pouvoir se mouvoir. «J'ai tenu à être présent parce que je me suis dit ce jour est un jour salvateur pour la dynamique de changement que nous avons enclenchée», a-t-il dit.

F. S.

## IL PROPOSE UNE «ALTERNATIVE PACIFIQUE»

## AHD 54 appelle à des présidentielles anticipées

**Le président de AHD 54 a tracé une feuille de route pour provoquer un changement de régime en Algérie. Il réclame la tenue d'élections présidentielles anticipées afin, dit-il, de changer le régime de manière «pacifique». A défaut, avertit-il, c'est la rue qui imposera le changement.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Fewzi Rebaïne en est convaincu : le changement doit être imposé au système. Il préconise, pour ce faire, la tenue dans les délais les plus brefs d'élections anticipées avec comme condition sine qua non la non-participation de l'actuel locataire d'El Mouradia et la présence d'observateurs onusiens.

Le numéro un de AHD 54 revendique également la révision de la loi électorale qui a créé «deux collèges» et l'installation d'un gouvernement de transition. Sans cela, avertit-il, l'Algérie ne sera pas à l'abri d'un mouvement de protestation similaire à celui de la Tunisie ou de l'Égypte car, dit-il, le blocage est à tous les niveaux. Rebaïne en veut pour



Fewzi Rebaïne, président de AHD 54.

preuve, la fermeture du champ médiatique à l'opposition dans une tentative de l'isoler, l'instrumentalisation de l'administration et de la justice, le détournement du système financier au profit d'une «certaine catégorie» et l'absence d'une société civile capable d'être un véritable contre-pouvoir. Le numéro un de AHD 54 n'a pas été tendre hier avec l'opposition. Il estime même être l'un des rares hommes politiques à ne s'être jamais fourvoyé avec le régime,

contrairement à beaucoup d'autres qui, dit-il, se sont accommodés de plusieurs représentants du pouvoir avant de se proclamer de l'opposition. «La seule alliance que je pourrais contracter, ça serait avec le peuple», a répondu Rebaïne à une question relative à son éventuelle adhésion aux quelques initiatives lancées par certains partis politiques sur lesquelles il porte un regard très critique.

N. I.

## IL S'EST DÉROULÉ HIER DEVANT LE SIÈGE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

## Encore un freeze pour la libération de Mohamed Gharbi



Le collectif de citoyens anonymes qui milite pacifiquement en faveur du moudjahid de Souk-Ahras a encore fait parler de lui.

Hier, aux environs de 13h, une trentaine de membres de LMG ont tenu un freeze devant le siège du ministère de la Justice. Pancartes frappées de l'inscription «Libérez Mohamed Gharbi» en main, ils ont manifesté en silence durant trois minutes devant l'entrée principale du département de Taïb Belaïz. Les forces de l'ordre, visiblement surprises par ce mode d'expression insolite, n'ont pas réagi. Notons que c'est le troisième

freeze réussi par LMG après ceux organisés ces derniers mois à la Grande-Poste et à la place Emir-Abdelkader. Hier, au même moment, une délégation de LMG était reçue par le chef de cabinet du ministre.

«Le chef de cabinet du ministre de la Justice nous a reçus dans son bureau. Nous lui avons remis une lettre explicative sur la situation que subit Mohamed Gharbi. Il nous a assuré que ce dossier est pris en considération et que la procédure de mise en liberté provisoire est en cours. Selon lui, il faut s'attendre à une issue favorable très prochainement», assure Tarik, un des membres de la délégation de LMG.

Rappelons que la peine capitale prononcée à l'encontre de Mohamed Gharbi par la cour de Guelma a été commuée en une peine de 20 années de prison ferme. Incarcéré depuis février 2001, les dix années restantes seront prises en charge dans le cadre d'une procédure de liberté conditionnelle. La famille du moudjahid avait versé récemment à la partie adverse la totalité de la somme due, au titre de «réparation».

T. H.